

BULLETIN

de la Fédération jurassienne

de l'Association internationale des travailleurs.

Ce Bulletin paraît le 1^{er} et le 15 de chaque mois. On s'abonne auprès de M. Adhémar Schwitzguébel, graveur, à Sonvillier
Prix de l'abonnement: 4 fr. pour un an, 2 fr. pour six mois. — Pour l'étranger, le port en sus.

SONVILLIER, LE 10 NOVEMBRE 1872.

Les élections du 27 octobre.

Nous n'avons pas à répéter notre profession de foi à propos des élections au Conseil national suisse. Nous avons dit à satiété pourquoi nous refusons de participer au scrutin; nous croyons que le suffrage universel, dans les conditions où il s'exerce aujourd'hui, est une duperie; et c'est seulement lorsque l'égalité économique aura donné à tous la vraie liberté, que le scrutin prendra la valeur morale que nous refusons de lui reconnaître aujourd'hui.

Il va sans dire que nous ne prétendons pas imposer notre opinion, et que chacun dans l'Internationale est libre d'apprécier les questions politiques à sa façon, à une seule condition: de ne pas faire de la politique bourgeoise.

Hélas! combien ce principe est encore peu compris au sein de certaines Sections internationales en Suisse! Nous voyons là des ouvriers qui se croient socialistes s'allier aux partis politiques bourgeois, et se faire les instruments aveugles de leurs intrigues, sous le prétexte que les ouvriers doivent donner l'appui de leurs votes à celui des partis bourgeois qui leur paraît le plus avancé.

C'est ainsi qu'à Genève, les internationaux, qui y sont, comme on le sait, dirigés par les marxistes, sont allés voter pour la liste radicale gouvernementale composée de quatre bourgeois, dont trois radicaux et un conservateur.

C'est ainsi qu'à Bâle, les internationaux, non moins marxistes, ont voté aussi pour deux bourgeois, MM. Klein et le colonel Bachofen, — ce dernier étant présenté comme le candidat spécial des *ouvriers socialistes*, en opposition à M. Stehlin, candidat des conservateurs. Quelle dérision!

C'est ainsi qu'à Zurich, les internationaux, toujours marxistes, ont voté également pour les candidats patronnés par le gouvernement, sous prétexte que ce gouvernement est démocratique.

Partout, malgré l'exemple donné par les ouvriers

de divers pays voisins, qui ont absolument rompu avec les partis bourgeois et ont répudié hautement toute cette politique électorale, partout nous voyons les ouvriers suisses se mettre encore à la remorque des meneurs politiques.

Seules, les sections de la Fédération jurassienne ont gardé, vis-à-vis des partis bourgeois en lutte, l'unique attitude qui convienne à des internationaux: l'abstention.

A la Chaux-de-Fonds, on le sait, il y a à côté de la section jurassienne, un petit groupe formé d'anciens *coullerystes* (partisans de Coullery), et qui prétend constituer aussi une Section de l'Internationale. C'est ce groupe qui avait donné, pour le Congrès de la Haye, un mandat en blanc au blanquiste Vaillant. Or, ces *coullerystes*, les fidèles alliés de Marx et de l'*Egalité* de Genève, ont cru devoir prendre publiquement parti dans la lutte électorale; et quels sont les cinq candidats qu'ils ont mis en avant? ils ont pris un nom dans la liste des radicaux, un nom dans celle des conservateurs, et trois noms dans celle des fédéralistes, ce qui a donné trois avocats, un notaire et un négociant. Et ils ont osé appeler cela liste de l'Internationale! A ce procédé, nos amis des autres pays pourront juger ce que valent les hommes qui se font ici les champions de M. Marx.

A cette manifestation des *coullerystes*, d'autres citoyens, tout-à-fait étrangers à l'Internationale, qui prennent la qualification de *socialistes* et qui n'ont jamais su ce que c'est que la question sociale, ont répondu par un placard dans lequel ils ont déclaré que les socialistes, les vrais et authentiques socialistes, voteraient la liste des radicaux, parce que les radicaux veulent le bonheur du peuple! Ce qui a provoqué une réplique des *coullerystes*, lesquels ont traité les *socialistes* en question d'agents soudoyés par les radicaux. Là-dessus, réponse des soi-disant *socialistes* qui, dans l'organe officiel du parti radical, le *National suisse*, se déclarent dévoués aux principes du progrès et amis des radicaux, et accusent à leur tour les *coullerystes* d'être les agents des conservateurs.

Pendant que se jouait cette triste comédie, la Section internationale de la Chaux-de-Fonds, adhé-

rente à la Fédération jurassienne, se tenait à l'écart de ces tripotages malpropres, et sentait toujours plus se fortifier sa conviction que l'abstention systématique du vote est aujourd'hui le seul moyen d'arracher les ouvriers aux intrigues politiques des partis bourgeois.

Par ce petit échantillon de nos affaires de ménage intérieur, nos amis du dehors pourront juger de la situation qui nous est faite, et comment nous avons à lutter, d'une part contre les marxistes de la Chaux-de-Fonds (ou *coullerystes*) qui se font chez nous les alliés du parti conservateur, d'autre part contre ceux qui voudraient entraîner les ouvriers à la suite du parti radical, comme ces soi-disant *socialistes* dont nous venons de parler ou comme les marxistes de Genève.

Le nouveau Conseil général.

On lit dans l'*Internationale* de Bruxelles :

Le mouvement anti-autoritaire est toujours en bonne voie. Les nouvelles des diverses contrées où l'Association compte le plus grand nombre de membres sont excellentes ; et bientôt, sans doute, on aura complètement oublié qu'il existe à New-York un Conseil général héritier de celui de Londres et des vues politiques des hommes qui le composaient. Dans quelque temps, se rendant mieux compte des conséquences du Congrès de La Haye, on reconnaîtra qu'il s'y est fait au moins un travail utile et salutaire : la division nette et précise des politiciens et des autoritaires, d'un côté, et de l'autre, des travailleurs qui veulent la Révolution sociale, et qui ne veulent pas autre chose.

Pour ses débuts sur le nouveau continent, le Conseil de New-York joue de malheur : l'autre jour, c'était le compagnon David qui annonçait son refus de siéger au Conseil général. Aujourd'hui, c'est le citoyen Ward qui fait dans le *Socialiste* la même déclaration. La majorité de La Haye va sans doute réfléchir un peu tard aux inconvénients qu'il y a à nommer des citoyens sans leur consentement. Ce n'est certes pas nous qui songerons à nous en plaindre.

L'insurrection du Ferrol.

Nous n'avons connu que par les journaux bourgeois ce qui s'est passé récemment au Ferrol, et nous n'avons pu juger du véritable caractère du mouvement qui s'est produit dans cette ville. Mais un article de la *Federacion* de Barcelone du 26 octobre, que nous reproduisons ci-dessous, nous donne maintenant quelques explications à ce sujet :

« Les travailleurs du Ferrol, comme il y a quel-

que temps ceux de Xérès, ont été victimes d'une manœuvre de la politique bourgeoise.

Une fois de plus le sang ouvrier a coulé inutilement.

Nous ne savons pas d'une manière certaine quel a été l'origine de ce nouveau drame.

Les chefs sont des politiques, ayant les plus mauvais antécédents. Néanmoins, le drapeau arboré était le drapeau rouge.

Les travailleurs du Ferrol, nos lecteurs se le rappellent, avaient beaucoup souffert ; le gouvernement ne les payait pas, il leur devait plusieurs mois de salaire.

Le gouvernement qui sait bien payer régulièrement les appointements des militaires qui lui donnent l'appui de la force brutale, et de tous les autres fléaux de la société qui nous abrutissent et nous dominent, — le gouvernement laisse dans le plus complet abandon, dans l'oubli le plus criminel, les travailleurs qu'il occupe dans les arsenaux et dans d'autres ateliers.

Ceci nous fait comprendre que le désespoir, la faim, ont dû entrer pour beaucoup dans le soulèvement des ouvriers de l'arsenal du Ferrol.

Mais les événements ont prouvé aussi que nos frères ont été misérablement vendus, trompés et trahis par ces *viveurs* ambitieux et ces charlatans, qui ne cherchent que l'occasion, non de faire la Révolution sociale pour émanciper le prolétariat, mais de provoquer des émeutes, de sanglantes comédies, qui leur permettraient, s'ils triomphaient, d'atteindre leur but : s'emparer du pouvoir, devenir des hommes d'Etat, afin de continuer pour leur compte l'œuvre d'exploitation et de despotisme que tout Etat doit nécessairement accomplir.

En voyant aujourd'hui nos frères du Ferrol les uns prisonniers, les autres fugitifs et errants, et leurs malheureuses familles victimes de tant d'infortunes, sans appui, sans pères, sans frères, sans aucun secours.... nous sentons une profonde indignation contre les misérables auteurs de tant de maux ; contre ceux qui par caprice et par soif du pouvoir, n'ont pas craint de placer un noble peuple dans la situation la plus précaire et la plus angoissante.

Il est temps, assurément, que le peuple cesse d'avoir confiance en ceux qui lui promettent de lui donner la liberté et ses droits. Qu'il n'oublie plus que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Ce qui signifie que la Révolution sociale doit être faite par ceux-là seuls qui sont les intéressés, c'est-à-dire par les travailleurs.

Il est nécessaire que nous apprenions à travailler pour notre propre compte. Que les ouvriers espagnols n'oublient pas que nos malheureux frères les insurgés du Ferrol, qui ont arboré le drapeau rouge,

ont été insultés par les meneurs du parti républicain ; qu'ils ont été appelés factieux par ces hommes qui en même temps affirmaient que les droits individuels nous sont garantis !

Par quel mensonge ces hommes qui savent bien que l'ouvrier est exploité, volé dans ses sueurs et dans son intelligence, qu'il n'est pas maître des fruits de son travail, qu'il ne possède rien, qu'il n'a aucune garantie de ses droits ni de rien — peuvent-ils soutenir que nous jouissons actuellement des droits individuels ?

Vous avez été déclarés traîtres, frères du Ferrol, parce que vous avez été, non pas vaincus, mais livrés ; mais si vous aviez conquis pour eux le pouvoir, ils vous auraient déclarés grands, nobles, héroïques, ils auraient entonné des hymnes en votre honneur, ils vous auraient déclarés libres, ils vous auraient appelés citoyens... mais votre servitude économique aurait continué.

Compagnons de travail, organisons-nous ; répandons chez nos frères exploités les principes de la révolution ; devenons forts ; et alors nous pourrions accomplir la Révolution sociale, pour laquelle nous devons tous être disposés à faire les plus grands sacrifices.

Plus de sanglantes comédies ! Alerte, peuple travailleur !

La protestation du Conseil fédéral anglais.

On lit dans l'*Internationale*, de Bruxelles (numéro du 27 octobre) :

« Nous publions plus loin une lettre du secrétaire du Conseil fédéral anglais. Nous en recommandons la lecture attentive à ceux qui auraient pu garder encore au fond du cœur quelque sympathie inavouée pour l'ex-Conseil général de Londres, et à ceux qui auraient conservé le moindre doute sur les actes de ce Conseil autoritaire qui devait, en expirant, donner au monde des travailleurs le pénible spectacle de la mystification de La Haye. Cette lettre de Londres se termine effectivement par l'expression de cet espoir, que les sections anglaises, débarrassées maintenant de ce pouvoir qui les opprimait au lieu de les secourir, vont se mettre activement à la besogne, et imprimeront plus facilement au mouvement social l'élan irrésistible paralysé naguère encore par le Conseil général. On trouvera aussi dans cette lettre des nouvelles du travail en Angleterre. Les relieurs de Londres et les ouvriers du bassin de Liverpool préviennent leurs frères de Belgique, qu'ils viennent de se mettre en grève pour soutenir leurs droits. Ils espèrent que pas un seul ouvrier ne voudra venir de l'étranger pour accepter le travail qu'ils ont abandonné, et les empêcher de triompher dans une lutte où ils ont le bon droit pour eux. Nous sommes certains que cet espoir ne sera pas déçu. »

Voici la lettre dont parle l'*Internationale* :

Londres, 21 octobre 1872.

Chers citoyens,

J'ai l'avantage de vous informer que le Conseil fédéral anglais a pris la résolution de correspondre directement avec toutes les Fédérations de l'Association, et d'échanger ses journaux avec leurs. En conséquence, je vous enverrai directement l'*International Herald*, et je serai heureux de recevoir en échange quelquefois des lettres de vous, et de coopérer avec vous, et de quelque manière que ce soit, à l'avancement de la cause pour laquelle nous travaillons. Il recevra également avec plaisir les nouvelles de vos luttes contre le capital, et vous communiquera de temps à autre l'état de nos affaires en Grande-Bretagne. Nous avons en ce moment différentes grèves en train. Les ébénistes en blanc de Londres sont en grève, parce que les patrons ont affiché des placards annonçant qu'ils n'emploieraient pas de *trade's unionistes*. La lutte promet d'être rude ; les patrons s'efforcent de faire venir des ouvriers allemands. Les ouvriers de M. Zahndorf, relieur, Bridges street, Covent Garden, à Londres, se sont également mis en grève, ce patron ayant embauché des ouvriers du continent à 16 shillings (20 francs) par semaine, tandis que le montant régulier des salaires est de 30 à 32 shillings (37 fr. 50 à 40 fr.). Les grévistes ne s'opposent pas à ce que l'on donne à ceux-ci le même salaire qu'à eux-mêmes. Ils savent fort bien en effet qu'en laissant faire les patrons, les ouvriers anglais ne tarderaient pas à voir leur paie tomber au même niveau que celle des étrangers occupés avec eux. Les grévistes nous ont adressé un appel. Si donc vous aviez connaissance de demandes d'ouvriers relieurs en Belgique, veuillez expliquer à ceux-ci le véritable état des choses.

Je viens de recevoir une lettre de notre section de Liverpool, qui nous annonce la grève des ouvriers du bassin, par suite d'une affiche qui leur ordonnait de faire remise de leurs cartes de membres des *trade's-unions*. Ils ont donc quitté le travail au nombre de 4000. Dans cette circonstance aussi, les patrons ont menacé de faire venir des ouvriers belges. Faites ce que vous pourrez pour empêcher qu'un seul homme ne parte. Souvenez-vous du noble exemple que vous avez donné vous-mêmes lors de la grève des mécaniciens de Newcastle : car la classe laborieuse a les yeux sur l'*Internationale* en ce moment. Si les ouvriers de Liverpool réussissent, plusieurs milliers d'ouvriers viendront dans nos rangs. Faites en cette circonstance tout ce qu'il sera possible pour nous secourir.

Maintenant que le Conseil général n'est plus ici, je puis affirmer que nous allons faire plus de progrès que n'en aurions pu faire s'il était resté près de nous. L'autorité que le Conseil général avait concentrée entre ses mains d'une manière si fatale avait paralysé le mouvement en Angleterre. Maintenant, nos fers sont brisés, et j'espère qu'avant le prochain Congrès le mouvement anglais sera digne d'être cité à la tête de l'armée du travail.

Salutations bien fraternelles à tous les compagnons, et toujours avec vous pour la cause du travail.

John HALES,

Secrétaire correspondant du
Conseil fédéral anglais

26, Baroness Road, Columbia Market, London. E. C.

La lettre suivante a été adressée à la *Liberté* de Bruxelles et nous sommes priés de la publier aussi :

Genève et Zurich, 4 octobre 1872.

A la rédaction de la *Liberté*.

Nous avons lu avec indignation dans le n° 37 de votre journal le texte du rapport incroyable présenté au Congrès de La Haye par la commission d'enquête sur l'Alliance.

Dans ce rapport, évidemment inspiré par la haine et par le désir d'en finir, coûte que coûte, avec un adversaire incommode, on a osé lancer contre notre compatriote et ami Michel Bakounine l'accusation d'escroquerie et de chantage. La majorité de ce Congrès s'est rendue complice d'une grande infamie en décrétant l'expulsion d'un homme dont toute la vie a été consacrée au service de la grande cause du prolétariat, et qui a expié ce crime par huit ans de reclusion dans différentes forteresses allemandes et russes et par quatre ans d'exil en Sibérie.

Echappé de la Sibérie en 1861, il a été assailli par la calomnie marxienne qui n'a plus cessé de le diffamer depuis dans les journaux démocrates-socialistes de l'Allemagne. Vous avez lu sans doute les contes sots, ridicules et odieux que depuis trois ans on débite contre lui dans le *Volksstaat*. Aujourd'hui c'est à un congrès international des travailleurs préparé de longue main dans ce but par M. Marx lui-même, qu'on a réservé le triste honneur de servir d'instrument à de misérables vengeances.

Nous ne croyons ni nécessaire, ni opportun de discuter ici les prétendus faits sur lesquels on a cru pouvoir appuyer l'étrange accusation portée contre notre compatriote et ami. Ces faits nous sont bien connus, connus dans leurs moindres détails et nous nous ferons un devoir de les rétablir dans leur vérité, aussitôt qu'il nous sera permis de le faire. Maintenant nous en sommes empêchés par la situation malheureuse d'un autre compatriote qui n'est point notre ami, mais que les poursuites dont il est à cette heure même la victime de la part du gouvernement russe, nous rendent sacré.

M. Marx, dont nous ne voulons d'ailleurs pas contester l'habileté, dans cette occasion au moins a très mal calculé. Les cœurs honnêtes, dans tous les pays, n'éprouveront sans doute qu'indignation et dégoût en présence d'une intrigue si grossière et d'une violation si flagrante des principes les plus simples de la justice. Quant à la Russie, nous pouvons assurer à M. Marx que toutes ses manœuvres seront toujours en pure perte. Bakounine y est trop estimé et connu pour que la calomnie puisse l'atteindre. C'est tout au plus si elle trouvera un accueil favorable dans la presse soudoyée par la police ou bien dans les rangs de la fameuse internationale russe, dont il est bien permis à M. Marx de se vanter, mais qui n'en est pas moins complètement ignorée dans notre pays. Nous lui abandonnons généreusement ce succès.

Comptant sur votre justice, nous espérons que vous ne nous refuserez pas l'insertion de cette lettre dans les colonnes de votre estimable journal.
Nicolas Ogareff. — Barthélemy Zayzeff. — Woldemar Ozeroff. — Ar. Ross. — Woldemar Holstein. — Zempthiri Rally. — Alexandre Oelsnitz. — Walerian Smirnoff.

Protestation de la Fédération rouennaise.

La Fédération internationale de Rouen vient de publier dans *l'Internationale* de Bruxelles une protestation contre les votes du congrès de la Haye.

Dans ce document, les Internationaux de Rouen protestent contre l'augmentation de pouvoirs du conseil général, contre le vote qui transforme l'Internationale en une société politique, et en général contre les modifications faites aux statuts de l'Association. La Fédération rouennaise avait confié à un délégué le mandat de la représenter à la Haye. Ce délégué s'est permis de voter dans un sens complètement opposé au mandat qu'il avait reçu.

En conséquence, la Fédération rouennaise déclare nul le vote émis en son nom au Congrès de la Haye, et donne pleine et entière adhésion à la protestation de la minorité.

Nous le savions bien que ces soi-disant délégués de la France qui se sont faits les instruments complaisants de M. Marx et ont aidé à la majorité à dénaturer les statuts de l'Internationale, ne représentaient pas le prolétariat français, et qu'ils seraient désavoués. Rouen n'est pas la seule section qui ait protesté. D'autres, que la prudence nous défend de nommer ici, mais que la plupart de nos lecteurs connaissent, ont protesté aussi contre l'indigne abus qui a été fait de leurs noms et ont déclaré se rallier à la déclaration de la minorité ainsi qu'aux résolutions du Congrès de St-Imier.

Nous recevons la lettre suivante :

Compagnons rédacteurs,

Le numéro du Bulletin de la Fédération jurassienne rendant compte du Congrès de la Haye m'a appris que le citoyen Abel Bousquet de Béziers (Hérault) avait été mis sur la sellette des inquisiteurs de Londres et *décrété de mouchardise*.

Je crois remplir un devoir en protestant contre cette accusation gratuite qui n'est fondée sur aucune preuve, et qui, à coup sûr, n'est que le produit d'une rancune *personnelle* et peut-être d'une divergence d'opinions *anti-marxistes*.

Je me permettrai en même temps de faire remarquer aux *politiqueurs* de l'Internationale que leur manière d'agir peu délicate pouvait dans cette circonstance être sévèrement qualifiée.

En effet, n'est-ce pas désigner aux *lois versaillaises* un citoyen français, *résidant en France*, que de proposer son expulsion de l'Internationale ?

Le citoyen mis en cause appartient-il ou a-t-il appartenu à notre association ?

Là n'est pas la question, et nous croyons que les juges suprêmes auraient mieux fait de garder la silence à cet égard.

Ayant connu le citoyen Bousquet soit à Paris (pendant le 1^{er} siège), soit dans l'Hérault, je proteste contre l'accusation lancée contre lui, accusation toute

serraillière ainsi que le prouvera la lettre ci-dessous empruntée à la *République* de Montpellier du 1^{er} janvier 1872 :

« Dans le numéro du 19 décembre, l'*Emancipation*, de Toulouse, publie une lettre du citoyen » Serraillier.

» Cette lettre est une réponse au citoyen Razoua, » au sujet d'une scission qui se serait produite dans » l'*Internationale*.

» Je n'ai pas à discuter ici les assertions des ci- » toyens Razoua et Serraillier

» Mais il est de ma dignité d'honnête homme et » de mon devoir de républicain de relever les insi- » nuations malveillantes à mon égard, que le citoyen » Serraillier cherche à glisser dans les esprits.

» Je décline l'honneur d'être le correspondant de » Razoua, puisque je ne lui ai jamais écrit ; je dé- » clare formellement que je n'ai jamais connu » Gustave Durand et Vermesch ; quant au reproche » d'être le secrétaire du commissaire central de Bé- » ziers, l'exacte rectification des faits le fera tomber » de lui-même.

» La municipalité de Béziers voulant s'entourer » de fonctionnaires vraiment républicains et éner- » giques, m'offrit le poste de commissaire muni- » cipal.

» Mon dévouement bien connu à la République » démocratique et sociale, me fit passer sur les in- » convénients que pouvait avoir cette fonction ; j'ac- » ceptai.

» Une fraction de la démocratie vit alors avec en- » vie cette nomination.

» Elle ne put me pardonner cette marque de con- » fiance et le bien que je pouvais faire au parti ré- » publicain.

» Cette raison et aussi une assignation en police » correctionnelle, pour un écrit politique, m'enga- » gèrent à résigner mes fonctions ; ce que je fis. Je » soupçonne fort, etc., etc.

» J'attends dans le journal dont il est le corres- » pondant, une rectification de la part du citoyen » Serraillier ; s'il s'y refusait, je serais forcé de voir » dans cet acte une lâcheté réelle, à laquelle je » m'engage à appliquer la correction qu'elle mé- » rite.

» Salut fraternel.

» Bousquet, Abel. »

Deux mots pour finir.

Si le citoyen Bousquet a eu tort d'accepter l'em-
ploi qu'il a un instant occupé, son acte est certaine-
ment atténué dans ce sens, que la Municipalité de
Béziers est essentiellement républicaine, composée
qu'elle est de 17 ouvriers et de 10 républicains de
de diverses nuances.

Salut et solidarité.

Jules MONTELS.

Le Comité fédéral jurassien a cru utile de publier à l'avenir dans le *Bulletin* un extrait du procès-verbal de ses séances, afin de tenir les membres de notre fédération au courant des relations du Comité fédéral tant avec les sections de l'intérieur qu'avec celles de l'extérieur. Voici, pour commencer, l'extrait du procès-verbal de la séance du 10 novembre :

Extrait du procès-verbal

DE LA SÉANCE DU COMITÉ FÉDÉRAL JURASSIEN
du 10 novembre 1872.

Sont présents : Alfred Andrié, Paul Junet et Adhémar Schwitzguébel.

Sont absents : Charles Chopard et Justin Guerber.

Quelques membres de diverses sections assistent à la séance.

1. Nouvelles des sections de la Fédération Jurassienne.

1. Reçu d'une section française la somme de vingt francs pour cotisations fédérales et générales (65 membres.) — La même section adhère aux résolutions du Congrès de Saint-Imier et nous annonce la formation de divers nouveaux groupes en France qui adhèrent à la Fédération jurassienne.

2. Une section alsacienne donne des renseignements sur sa situation ; à la suite de l'option du 1^{er} octobre, elle se trouve réduite à 20 membres ; elle annonce l'envoi prochain des cotisations fédérales.

3. La section de la Chaux-de-Fonds envoie 20 francs pour paiement de 20 abonnements au *Bulletin*, 3^{me} trimestre. Le comité de cette Section a été renouvelé ; il est composé comme suit :

Fritz Heng, secrétaire-correspondant ; L^s-André Delacoste, secrétaire des séances ; Jules Martelet, caissier ; Louis Robert et Emile Ginnel, assesseurs.

L'adresse du secrétaire-correspondant est : Fritz Heng, graveur, Grognerie 9, Chaux-de-Fonds.

4. La section de Porrentruy demande à régulariser sa situation vis-à-vis de la Fédération jurassienne ; elle annonce qu'une somme de 30 fr. 80 cent. a été souscrite pour les frais de la délégation au Congrès de la Haye. Les renseignements demandés ont été fournis à la section de Porrentruy.

5. Le compagnon Favre, membre du Cercle d'études sociales de Saint-Imier, résidant actuellement dans le Valais, annonce qu'il travaille à la formation de sections dans ce canton et demande un mandat pour l'accréditer en sa qualité d'adhérent à la Fédération jurassienne. Il a été satisfait à la demande du compagnon Favre.

6. Le compagnon Jules Montels adresse une protestation concernant les accusations portées contre Bousquet au Congrès de la Haye ; l'insertion dans le *Bulletin* en est votée.

Le même envoi la somme de 4 fr. pour son abonnement annuel au *Bulletin*.

7. Le compagnon Studi de Cernier envoie également la somme de cinq francs pour son abonnement au *Bulletin*.

8. Une adhérente, M. R., envoie la somme de cinquante francs pour faciliter le Comité fédéral dans son activité.

II. Nouvelles de l'Extérieur.

9. Une lettre de France nous communique les résolutions adoptées par un Congrès français, composé de 23 délégués de sections françaises.

a) sur l'action politique actuelle des classes ouvrières, le Congrès vote l'abstention pure et simple en matière électorale.

Cette résolution a été adoptée par 22 voix contre une.

b) Sur l'organisation des forces ouvrières, le Congrès vote la création de groupes autonomes.

10. Une lettre d'un compagnon français nous avise que deux importantes sections du Midi se sont prononcées pour les résolutions du Congrès de Saint-Imier.

11. Un international de Marseille demande, au nom d'un groupe d'ouvriers révolutionnaires, des renseignements positifs sur les trahisons de Gambetta pendant la guerre; la lettre sera transmise aux réfugiés de la Commune qui pourront donner les éclaircissements demandés.

12. Le comité fédéral de la Vallée de la Vesdre (Belgique) nous accuse réception des documents que nous lui avons adressés; il témoigne son indignation contre toutes les manœuvres des hommes de l'ex-Conseil général.

Il est décidé d'envoyer au Congrès de la Fédération de la Vallée de la Vesdre, réuni aujourd'hui à Verviers, un salut télégraphique.

13. Une lettre du compagnon Gerhard d'Amsterdam, secrétaire-correspondant de la Fédération néerlandaise, accuse réception des résolutions du Congrès de Saint-Imier et espère pouvoir en annoncer sous peu officiellement l'acceptation par la Fédération néerlandaise.

14. Un compagnon communique une lettre d'un membre du Conseil fédéral anglais et délégué à la Haye, accusant réception des documents émanant de la Fédération jurassienne et donnant des renseignements sur les manœuvres occultes pratiquées encore en ce moment en Angleterre par Marx et Engels contre le Conseil fédéral anglais, qui s'est rallié à la déclaration de la minorité du Congrès de la Haye.

15. Une lettre de la commission de correspondance italienne donne des renseignements sur la situation misérable des ouvriers de Rome et fait prévoir des grèves prochaines dans cette ville; elle demande si, dans ce cas, les ouvriers romains pourraient compter sur l'appui de la Fédération jurassienne.

Les sections sont invitées à communiquer de suite au Comité fédéral ce qu'elles seraient disposées à faire.

16. Le Conseil fédéral de la Région espagnole accuse également réception des mêmes documents mentionnés plus haut; il a proposé aux sections espagnoles de réunir le Congrès régional le 25 décembre prochain au lieu du printemps 1873, afin que la Fédération espagnole puisse se prononcer de suite sur les résolutions du Congrès de St-Imier.

17. Le Conseil local de la Fédération barcelonaise accuse réception des documents adressés à eux par nous; la Fédération de Barcelone n'a pas encore été appelée à se prononcer sur les résolutions du Congrès de St-Imier, mais l'opinion générale s'est déjà manifestée en faveur du pacte de solidarité à établir entre les fédérations autonomes.

Les travailleurs barcelonais affirment leur solidarité pratique envers les travailleurs de tous les pays.

18. L'Union des typographes espagnols envoie une circulaire annonçant que les typographes de Barcelone sont en grève et demande l'appui des autres fédérations.

19. La section de Montévidéo, par l'intermédiaire d'un ami, manifeste le désir d'entrer en relations avec la Fédération jurassienne et demande le *Bulletin*.

20. Le Comité fédéral porte à la connaissance des Sections, qu'il reçoit, en échange du *Bulletin*, les journaux suivants: le *Socialiste* de New-York, organe des Sections américaines; *the International Herald*, de Londres, organe de la fédération anglaise; *l'Internationale*, de Bruxelles, organe de la fédération belge; la *Liberté*, de Bruxelles; le *Mirabeau*, de Verviers; la *Federacion*, organe de la fédération de Barcelone; *el Condenado*, organe de la fédération de Madrid; la *Razon*, organe de la fédération de Séville; la *Favilla*, de Mantoue (Italie); le *Gazzettino rosa*, de Milan.

III. Résolutions spéciales du Comité fédéral.

21. Il est voté la rédaction d'une circulaire aux sections de la Fédération jurassienne, pour les appeler à se prononcer catégoriquement sur les résolutions du Congrès de St-Imier et sur l'attitude à venir de la dite Fédération.

22. Voté la publication dans le *Bulletin* d'un extrait du procès-verbal de chaque séance du comité fédéral.

Pour le Comité fédéral jurassien:

Le secrétaire des séances,
PAUL JUNET.

Sonvillier, le 4 novembre 1872.

Compagnons Rédacteurs du *Bulletin* de la
Fédération jurassienne.

La Fédération ouvrière du Val de Saint-Imier s'est réunie le 3 novembre en assemblée générale. Elle a adopté à l'unanimité, sur la proposition des

diverses commissions administratives et de son comité central, les résolutions suivantes; nous vous serions obligés, si vous vouliez leur donner une place dans les colonnes de votre estimable journal :

1° *Enquête et statistique.*

Considérant :

Que des arrestations d'ouvriers pour affaires de dettes ont eu lieu ;

Que cette pratique atteint la dignité de la classe ouvrière, et met les ouvriers en dehors du droit commun ;

L'assemblée générale de la fédération ouvrière du Val-de-Saint-Imier, tenue le 3 novembre 1872, décide :

1° La commission d'enquête et de statistique est chargée d'ouvrir immédiatement une enquête sérieuse sur les causes qui ont amené les arrestations précitées et sur la manière légale de procéder en pareille circonstance.

2° La commission fera rapport dans la plus prochaine séance du comité central et de la fédération.

2° *Résistance.*

Appel aux ouvriers du Val de Saint-Imier.

Compagnons !

Nous ne répétons pas aujourd'hui ce qui a déjà été dit tant de fois, que la classe ouvrière ne pourra travailler sérieusement à l'amélioration de sa position, qu'autant qu'elle sera unie dans son organisation et dans une action commune.

Pour que cette organisation et cette action servent réellement les intérêts de la classe ouvrière, il faut qu'elles soient absolument libres, et le fait, non pas d'un plan savamment combiné, mais le résultat des nécessités propres à chaque métier.

L'organisation de chaque métier en sociétés, qui se fédèrent librement entre elles, est définitivement devenue, dans les centres industriels, la base fondamentale du mouvement ouvrier.

Les expériences générales, et plus particulièrement celles propres à notre industrie, faites dans ce domaine, sont une démonstration positive que la classe ouvrière pourra agir sérieusement, si elle veut s'organiser conformément aux intérêts qui lui sont propres.

La Fédération ouvrière du Val-de-Saint-Imier, définitivement organisée, se propose de grouper tous les éléments ouvriers de notre vallon dans le but indiqué ci-dessus.

Quelques-uns de nos métiers sont très sérieusement organisés, dans la plupart cependant une indifférence trop grande paralyse toute organisation.

L'histoire de notre industrie horlogère devrait nous apprendre combien est fatale pour le bien-être du peuple l'indifférence dans un moment de prospérité, où il suffirait d'un peu d'activité de chacun pour produire une organisation puissante qui contiendrait le gage certain d'un avenir meilleur pour notre population ouvrière.

Nous faisons donc appel à tous ceux qui sont restés indifférents et nous leur disons : Organisez-vous, joignez vos efforts aux nôtres, et que, par notre activité commune, nous réalisions quelques-unes des améliorations que nécessite impérieusement la situation qui nous est faite.

La commission de résistance se met à la disposition de tous ceux qui dans leurs métiers respectifs voudront prendre l'initiative d'une organisation quelconque.

Salut fraternel.

3. *Travail et échange.*

Considérant,

Que la situation prospère dans laquelle est actuellement l'industrie horlogère facilite la création d'un comptoir ouvrier ;

Qu'un comptoir ouvrier offrira dans une certaine mesure à la classe ouvrière quelques garanties d'indépendance qu'elle ne possède pas dans la situation présente ;

La Fédération ouvrière du Val de Saint-Imier, dans son assemblée du 3 novembre 1872,

décide :

1° Un comptoir ouvrier sera formé dans le sein de la Fédération ;

2° Tous les adhérents à la fédération sont invités à soumettre d'ici au 1^{er} décembre prochain à la commission de Travail et échange leurs propositions concernant l'organisation du comptoir ;

3° La commission de *Travail et échange* présentera à la plus prochaine séance un plan d'organisation.

4° *Subsistances.*

Considérant,

Que les diverses institutions qui ont été fondées dans le Val de Saint-Imier, en vue de mettre à la disposition de la classe ouvrière, les objets de consommation au prix le plus minime possible, ne satisfont pas les intérêts réels des ouvriers ;

Que la Fédération, en tant qu'expression organique de la classe ouvrière du Vallon, doit tendre à concentrer fédérativement en elle toute la puissance économique du prolétariat de notre contrée ;

L'assemblée générale de la Fédération ouvrière du Val de Saint-Imier du 3 novembre 1872,

décide :

1° La commission des subsistances prendra dans le sein de la Fédération l'initiative de l'organisation de l'achat et de la vente des objets de consommation ;

2° Les sommes nécessaires aux achats seront, pour commencer les opérations, procurées au moyen d'avances faites par les adhérents.

3° Chaque adhérent voulant participer aux opérations recevra en échange des sommes avancées par lui, l'équivalent en objets de consommation ;

4° Toutes les opérations se feront au comptant, et sans prélever aucun bénéfice ; les objets de consommation seront livrés aux adhérents au prix de revient augmenté des frais d'administration.

5° La commission présentera pour l'une des prochaines séances, un projet d'organisation positive de cette branche d'administration.

5° *Enseignement et propagande.*

Considérant,

Que la Fédération ayant pour but l'amélioration de la classe ouvrière, doit nécessairement se préoccuper du développement intellectuel et moral des ouvriers.

L'assemblée de la Fédération du 3 novembre 1872,

décide :

1° Des conférences populaires seront données dans les diverses localités où habitent des adhérents à la fédération, dans le but de mettre à la disposition des ouvriers les moyens d'acquérir les plus grandes sommes de connaissances utiles ;

2° La Fédération fait appel à toutes les personnes qui voudraient lui prêter leur concours actif dans cette œuvre ;

3° La commission d'enseignement et propagande est chargée de l'organisation des conférences populaires et de toute institution ayant pour but d'éclairer les ouvriers.

Au nom de l'assemblée de la Fédération du Val de Saint-Imier du 3 novembre 1872.

Le secrétaire,
Paul JUNET.

Le président,
A. JEANRENAUD.

Nous empruntons à la *Liberté* de Bruxelles les lignes suivantes, qui caractérisent avec énergie la bourgeoisie moderne :

Il a péri le vieux monde féodal. Qu'il repose en paix. Ce n'est pas à nous, les affamés de l'avenir, à remuer les cendres du passé. Mais enfin, ce monde si dur, si sombre, si terrible, avait sa logique et sa synthèse. Il imprimait à la société un but, une direction déterminée, et, dans sa sauvagerie féroce, il enfermait une forte et complète constitution du pouvoir, de la terre, de la richesse, de la famille; il donnait à l'édifice social une charpente de fer, un squelette de granit; il contenait une idée. Maudite soit-elle, car elle niait la justice; maudite soit-elle, car elle jugulait la conscience et étouffait la liberté. Mais c'était une idée à laquelle ce monde si odieux dut de vivre pendant mille ans au milieu des plus effroyables tourmentes.

Le bourgeois aime à ruminer 89. C'est son heure de gloire, de puissance, et, il faut le dire, de vertu. S'il n'avait pas été, dans la lutte, porté par un souffle plébéien, inspiré par la justice, il n'eût pas résisté à la pantoufle d'une marquise de l'œil-de-bœuf. C'est sous le poids de son iniquité que s'éroula le vieux monde. Sur ses ruines apparut une classe nouvelle, dont la conscience collective se manifesta seulement alors et disparut depuis, la classe moyenne. Peuple souterrain et sombre des travailleurs, tu n'avais encore révélé alors tons existence et tes douleurs que par quelques vagissements. Bientôt tu allais sortir de l'ombre, sanglant et terrible, la pique à la main et le bonnet rouge sur la tête. Mais alors on t'ignorait. Entre la société antique, qui reculait dans la nuit, et la société nouvelle, qui dormait encore dans le crépuscule, il n'y avait place que pour la bourgeoisie qui réalisa alors le mot de Siéyès. Que doit être le tiers-état? Tout!

Eh bien, quatre-vingts ans à peine nous séparent de cette date fulgurante, et quel changement!

Qu'as-tu fait de ce monde dont tu pris possession avec tant d'ardeur et d'espoir, ô bourgeoisie pansue et replète? Où sont tes lois qui devaient assurer le bonheur universel? Quelle constitution économique as-tu donnée au monde qui depuis des milliers d'années la demandait en vain à tous les régimes, à tous les gouvernements, à toutes les reli-

gions? Je vois bien l'autel vide de ses dieux pros-crits, où est le dieu nouveau que tu portais dans ta toge de robin et que t'inspiraient tes humanitaires homélies?

Roulant de crises en crises, de révolutions en révolutions, sortant d'un gouvernement mauvais pour tomber dans un pire, battue par les flots de la réaction, sapée par l'incessante marée des revendications sociales, la société plus que jamais éperdue, enténébrée, sanglottante, marche aux abîmes. A quoi peut-on croire encore? Quelle institution est debout? Quelle loi incontestée? Quelle foi vivante?

Comme les affranchis de l'ancienne Rome, la bourgeoisie s'est introduite dans les flancs du monde, elle en a englouti la substance, et aujourd'hui, voilà que l'écorce vide craque et grinçe comme si elle allait se dissoudre et que la bourgeoisie effarée sent la faim crier dans son ventre et le froid mordre ses entrailles.

Qu'est-ce que ce cri de détresse qui vient de l'Allemagne, si ce n'est le cri de mort du naufragé qui sombre? Ah! tu te sens mourir, classe imprévoyante et égoïste! Ah, tu sens dans ton cœur le bec du vautour et sur ton front la griffe du lion! Ah! tu t'aperçois enfin que le monopole à qui tu t'es livrée se nourrit de ta substance et de ta graisse, tout en étanchant sa soif dans le sang et dans les larmes du prolétaire! Puisse cette tardive révélation t'être utile pour l'avenir, s'il est encore un avenir pour toi. Mais crois-tu que tes convulsions désespérées puissent arrêter l'implacable cours des événements qu'ont préparé ton entêtement et ta sottise?

Le moyen-âge que tu croyais vaincu ressuscite sous une forme nouvelle. Le fief et le vasselage n'ont fait que changer de nom. Est-ce que tu ne paies plus la dime? Est-ce que tu ne soldes plus la corvée? Est-ce que tu n'es pas la chose du propriétaire, du banquier? Est-ce que l'usure ne pompe pas ta moëlle? Est-ce que la propriété ne boit pas ton sang? Est-ce que la banque et la haute industrie ne promènent pas sur ton corps leurs insatiables suçoirs? Il y a longtemps que nous te l'avions dit, nous socialistes; tu nous répondais par le mépris, par la haine, par la mort. Quelle odieuse férocité n'as-tu pas déployée sans cesse contre ceux qui voulaient te sauver avec eux? Ah! s'il en est temps encore, cette main qui jadis dirigeait contre les prolétaires le plomb homicide, tends la désarmée à la fraternelle étreinte de ce peuple trop grand pour ne pas pardonner, et dans cette alliance tu trouveras l'idée qui t'a toujours fait défaut et le sang jeune et fort qui doit ranimer tes veines appauvries.